

## RÉSUMÉ

### Environnement économique

1. Les réformes politiques et économiques (Doi Moi) ont permis au Viet Nam, l'un des pays les plus pauvres du monde, de devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et de passer d'une économie planifiée à une économie davantage axée sur le marché grâce à une intégration progressive dans le système mondial de commerce et d'investissement. La libéralisation du commerce et de l'investissement étranger direct fait partie intégrante des réformes structurelles qui ont contribué à l'amélioration de la compétitivité et, donc, à une croissance tirée par les exportations. Malgré le développement économique extraordinairement rapide du pays, la compétitivité internationale du Viet Nam semble être menacée ces dernières années. Plus spécifiquement, malgré la hausse de la productivité du travail, la contribution de la productivité totale des facteurs (PTF) à la croissance de l'économie vietnamienne, qui est tirée par les facteurs, semble avoir chuté.

2. Depuis le lancement du Doi Moi et jusqu'à l'accession du Viet Nam à l'OMC, les taux de croissance ont été élevés, principalement en raison de la hausse de l'investissement et de la vigueur des exportations. Le Viet Nam a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 6,3% (2007-2012), avec une légère tendance à la baisse au cours des cinq à six dernières années. La croissance a été stimulée à la fois par l'expansion du secteur des exportations et d'importants investissements nationaux et a été soutenue par un généreux programme de relance économique en 2009, tandis que le ralentissement récent a résulté, entre autres choses, de la lenteur des réformes structurelles qui a entravé la croissance de la PTF, ainsi que de la crise financière mondiale et des politiques macroéconomiques plus strictes adoptées en 2011. Malgré l'instabilité macroéconomique récente impliquant, entre autres choses, une très forte hausse, suivie d'une baisse de l'inflation, dont les dernières manifestations remontent à 2008 (23%) et à 2011 (18,6%), le chômage officiel demeure faible.

3. La politique monétaire est fondée sur un équilibre entre le contrôle de l'inflation et le soutien d'une croissance économique durable. Depuis 2011, le contrôle de l'inflation et la stabilisation de la macroéconomie sont devenus la priorité, et des outils de politique générale directs plutôt qu'indirects ont été utilisés pour faire en sorte que les objectifs macroéconomiques soient atteints. Au cours des dernières années, la Banque centrale, sous la supervision du gouvernement, a dévalué la monnaie nationale au moins sept fois, ce qui a amélioré la compétitivité des exportations et a rétréci sa fourchette de taux de change. Après un déficit budgétaire record en 2009 (7,2% du PIB) traduisant l'incidence du programme de relance, le déficit, en 2011, avait progressivement retrouvé son niveau de 2007 (2,5% du PIB), principalement grâce à des recettes fiscales plus élevées et à une réduction importante des dépenses d'investissement public.

4. Le Viet Nam a sensiblement réduit le déficit du commerce des marchandises et le déficit courant, qu'il a transformés en excédent depuis 2011 (compte courant) et 2012 (balance commerciale). En 2008, les réserves de change ont considérablement diminué en raison de l'incidence de la crise économique mondiale, mais elles se sont accrues en 2012 et, en février 2013, elles s'élevaient à 28,6 milliards de dollars EU (environ trois mois d'importations). Le niveau historiquement faible de la dette extérieure du Viet Nam est passé de 29,8% du PIB (2008) à 41,5% (2011) en raison de l'accroissement de la demande de capitaux lié à l'industrialisation et à la modernisation du pays.

5. L'économie est fortement tournée vers l'extérieur, le commerce des marchandises et des services représentant 171,5% du PIB. Une part considérable du commerce extérieur du Viet Nam est de plus en plus intrarégionale (Asie-Pacifique); les exportations à forte intensité de main-d'œuvre et à faible valeur ajoutée sont relativement bien diversifiées.

6. À la suite de son accession à l'OMC, le Viet Nam a enregistré une poussée de l'investissement étranger direct. Les flux entrants d'IED et la valeur totale des projets autorisés ont atteint un sommet en 2008, mais cette valeur a décliné en raison des inquiétudes des investisseurs, tandis que les sorties d'IED étaient multipliées par cinq entre 2007 et 2011. Néanmoins, le pays reste une destination attrayante pour les investisseurs étrangers et présente un potentiel de croissance à long terme. La contribution des entreprises à capitaux étrangers au PIB, à l'emploi et aux exportations ainsi qu'à la diversification des produits et des marchés a été

notable, même si l'intervention de l'État dans certaines activités économiques demeure relativement importante, quoique en baisse.

7. En promulguant la Loi sur les entreprises et la Loi sur l'investissement en 2005, le Viet Nam s'est considérablement rapproché de l'égalité de traitement entre les investisseurs vietnamiens et étrangers. Toutefois, certaines différences subsistent et peuvent conduire à des interprétations divergentes, en particulier lorsqu'un investisseur étranger achète une entreprise nationale. L'établissement d'un système à guichet unique pour l'enregistrement des entreprises et l'octroi de licences d'investissement est une question de longue date et pourrait contribuer à répondre aux allégations occasionnelles d'application incohérente et mal coordonnée des lois et règlements par les autorités responsables. Les terres ne peuvent être en mains privées au Viet Nam, mais peuvent être louées dans le cadre d'accords à long terme. Des projets de partenariat public-privé sont mis en œuvre à titre d'essai depuis début 2011 afin de stimuler l'investissement privé dans les infrastructures.

### **Cadre de la politique commerciale**

8. Au Viet Nam, les documents juridiques comprennent 12 niveaux de hiérarchie, selon le type de texte législatif et l'institution dont il émane. Les textes législatifs publiés par un organe inférieur de l'État doivent être compatibles avec les documents juridiques émanant des organes supérieurs de l'État. Toutefois, il n'est pas toujours évident de savoir si un nouveau texte législatif abroge ou complète un texte législatif existant. Les ministères continuent de s'appuyer sur les lettres, avis ou lignes directrices officiels pour établir la politique à mener et clarifier des questions d'application, bien que la Loi sur la promulgation des textes juridiques prévoit que ces communications n'ont pas d'effet juridique ou contraignant.

9. Le Ministère de l'industrie et du commerce joue un rôle de chef de file en ce qui concerne les questions commerciales internationales, bien que de nombreux autres ministères et organismes s'occupent aussi des questions liées au commerce. Le Comité national pour la coopération économique internationale fait office d'organe de coordination entre les ministères et les organismes d'exécution. Depuis que le Viet Nam est devenu Membre de l'OMC, environ 130 notifications ont été présentées au Secrétariat dans un certain nombre de domaines. Les notifications manquantes concernent notamment les subventions à l'agriculture et les subventions à l'industrie, pour lesquelles les données font défaut (depuis 2007), et le commerce d'État, pour lequel le Viet Nam n'a fourni aucun renseignement malgré l'importance du secteur public dans son économie. Des préoccupations ont été soulevées dans le cadre du Comité des licences d'importation au sujet de la fourniture en temps voulu de renseignements complets par le Viet Nam.

10. Le Viet Nam a rejoint l'ASEAN en 1995 et relève donc de son cadre global pour le commerce des marchandises et des services et pour l'investissement. Le Viet Nam s'emploie à libéraliser les échanges en Asie et dans le Pacifique avec ses partenaires de l'ASEAN et dans le cadre d'initiatives bilatérales additionnelles. Il a tiré parti de ces accords pour dynamiser ses exportations de produits compétitifs dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, du textile, des chaussures et des meubles. Le Viet Nam est un participant à part entière des négociations sur un partenariat transpacifique depuis novembre 2010 et négocie des ALE bilatéraux avec l'UE, les membres de l'AELE, l'Union douanière entre le Bélarus, le Kazakhstan et la Fédération de Russie, et la Corée.

### **Évolution de la politique commerciale**

11. Le Viet Nam a consolidé l'ensemble de son tarif douanier dans le contexte de son accession à l'OMC, principalement dans une fourchette comprise entre 0% et 40%. La moyenne simple des droits NPF a baissé notablement, tombant de 18,5% en 2007 à 10,4% en 2013, à mesure que le Viet Nam mettait progressivement en œuvre ses concessions tarifaires. Toutefois, des différences entre les taux consolidés et les taux appliqués ont laissé une certaine place à la flexibilité, et le Viet Nam en a fait usage pour, entre autres choses, réduire les fluctuations des prix nationaux de l'énergie et fournir une protection additionnelle à certains secteurs depuis 2008. Des contingents tarifaires régissent les importations d'œufs, de sucre, de tabacs non fabriqués et de déchets de tabacs, ainsi que de sel.

12. Une taxe spéciale de consommation est perçue sur certaines marchandises et certains services, y compris les cigarettes, les boissons alcooliques, les véhicules à moteur, les motocycles et les services liés au golf et les services de jeux. Les taux de taxe visant les boissons alcooliques importées et produites dans le pays ont été harmonisés à la suite de l'accession du Viet Nam à l'OMC. Néanmoins, des divergences dans l'évaluation de la base imposable peuvent procurer un avantage aux producteurs locaux. Le Viet Nam a introduit une taxe pour la protection de l'environnement visant cinq catégories de produits avec effet au 1er janvier 2012, qui a remplacé en partie les surtaxes antérieures visant différents combustibles. La taxe sur la valeur ajoutée, qui est perçue à un taux général de 10%, représente près d'un tiers des recettes fiscales totales du gouvernement, tandis que les taxes commerciales semblent en représenter un dixième.

13. S'agissant des mesures non tarifaires, le Viet Nam interdit l'importation de marchandises généralement considérées comme néfastes pour la santé et la sécurité des personnes ou pour la sécurité nationale. Des restrictions à l'importation peuvent être appliquées pour satisfaire aux traités et conventions internationaux auxquels le Viet Nam est partie. La "gestion hiérarchisée", c'est-à-dire la délivrance de licences par le Ministère de l'industrie et du commerce pour des importations régies par d'autres ministères, s'applique à l'importation de différentes marchandises. Selon les autorités, le système inclut des procédures de licences automatiques et non automatiques.

14. En 2008, le Viet Nam a introduit ce qu'il considère comme un régime de licences automatiques pour un large éventail de produits de consommation et de produits agricoles. Le champ des produits visés a été élargi en 2010, un peu réduit en 2011, et temporairement suspendu à compter de septembre 2012. Toutefois, certains produits en acier sont encore affectés par cette mesure. En avril 2010, le Ministère de l'industrie et du commerce a publié une longue liste de produits de base et de produits de consommation importés "non essentiels" dont l'importation n'était pas encouragée, et la Banque d'État du Viet Nam décourage l'octroi de prêts par les établissements de crédit pour financer les importations de ce type d'articles. Une prescription voulant que toutes les importations de vins, de spiritueux, de cosmétiques et de téléphones mobiles ne peuvent être effectuées que par l'intermédiaire de trois ports maritimes a été en vigueur de mai 2011 à fin 2012.

15. Bien que le Viet Nam dispose d'une législation et d'institutions lui permettant de mener des enquêtes antidumping et des enquêtes en matière de droits compensateurs, aucune action de ce type n'a été engagée. Une enquête au sujet de possibles mesures de sauvegarde visant du verre flotté importé a été close en février 2010 sans qu'aucune mesure de sauvegarde n'ait été imposée. Dans une enquête en cours visant certaines huiles végétales importées, l'imposition d'une mesure de sauvegarde provisoire (droit additionnel de 5%) a été annoncée en mai 2013.

16. Les normes et les règlements techniques sont élaborés par des comités techniques avec l'appui de la Direction des normes, de la métrologie et de la qualité (STAMEQ), qui relève du Ministère de la science et de la technologie. La STAMEQ, qui est le point d'information OMC sur les OTC, représente aussi le Viet Nam auprès d'un certain nombre d'organisations de normalisation internationales et régionales, et ses organes subsidiaires sont chargés de la métrologie, de l'évaluation de la conformité, de l'assurance de la qualité et de la certification. L'accréditation des laboratoires incombe au Bureau d'accréditation, qui relève également du Ministère mais ne fait pas partie de la STAMEQ. À la fin de 2012, le Viet Nam était doté de 6 800 normes nationales, parmi lesquelles 40% étaient harmonisées avec des normes internationales, régionales ou étrangères, et de 116 comités techniques prévoyant d'achever 813 normes en 2013.

17. Un certain nombre de ministères sont chargés des mesures sanitaires et phytosanitaires. Le Ministère de l'agriculture et du développement rural fait office de point d'information OMC sur les mesures SPS. Comme pour les normes et les règlements techniques, la législation relative aux mesures SPS comprend un certain nombre d'ordonnances, de lois, de décisions, de décrets et de circulaires. Les mesures correspondent généralement aux normes établies par l'OIE, le Codex Alimentarius et la CIPV; l'objectif est de les harmoniser pleinement, même si aucune date n'a été fixée.

18. En ce qui concerne les mesures agissant sur les exportations, le Viet Nam perçoit des droits d'exportation sur certains produits et des redevances sur certaines ressources naturelles. Les droits d'exportation sur les déchets métalliques ont été réduits d'environ 50% depuis 2006, conformément aux engagements du Viet Nam dans le cadre de l'OMC. De nombreuses autres

modifications apportées depuis 2006 ont consisté à ajouter ou supprimer des produits et à augmenter ou supprimer des taux d'imposition. Certaines marchandises sont soumises à des contrôles à l'exportation. Le Ministère de l'industrie et du commerce ne semble pas avoir appliqué de dispositions juridiques pour réguler ou surveiller les exportations par l'intermédiaire de licences automatiques. Cependant, d'autres mesures imposées par les autorités incluent des normes de qualité et des interdictions visant les exportations de certains minéraux.

19. Le Viet Nam accorde des subventions, principalement sous la forme d'incitations fiscales, par exemple pour encourager la recherche-développement, le développement d'infrastructures ayant une importance spéciale, pour aider les entreprises s'occupant d'enseignement, de formation et de soins de santé, et pour contribuer à l'établissement d'entreprises dans des zones désavantagées sur le plan géographique. La Banque de développement du Viet Nam finance le développement des infrastructures et des entreprises. Un programme de bonification des taux d'intérêt est disponible. Le soutien aux activités de promotion du commerce est modeste et, selon les autorités, bien en deçà du niveau demandé par les entreprises vietnamiennes.

20. Les quelque 300 parcs industriels et zones industrielles d'exportation représentent une part importante de la production industrielle, de l'investissement, des exportations et de l'emploi au Viet Nam. Bien que les résultats des parcs industriels soient fortement inégaux et que le taux d'occupation moyen ait chuté ces derniers temps, un grand nombre de parcs et de zones sont à l'étude.

21. Même si le Viet Nam n'a pris aucun engagement formel de rejoindre l'Accord sur les marchés publics, il dispose actuellement du statut d'observateur. En vertu de la législation existante, des préférences sont disponibles pour les fournisseurs nationaux dans le cadre des appels d'offres internationaux, et les importations sont découragées lorsque les machines, les équipements et les matériels utilisés dans le cadre du marché public peuvent être produits dans le pays.

22. Le Viet Nam a engagé le processus de réforme de ses entreprises publiques il y a plus de 20 ans. De nombreuses entreprises ont été privatisées et l'État prévoit de se désengager encore davantage. Néanmoins, le secteur public continue de représenter 38% du PIB et l'approche fondamentale de la propriété d'État est un mélange de rénovation, de préservation et d'expansion. En 2005, le Viet Nam a commencé à établir des Groupes économiques publics pilotes, c'est-à-dire des alliances informelles entre entreprises publiques partageant des intérêts économiques similaires. Les difficultés financières de l'un de ces groupes, révélées en 2010, ont mis en évidence un certain nombre de faiblesses structurelles affectant de grandes entreprises publiques vietnamiennes, y compris des structures d'entreprises complexes, l'absence d'un mécanisme de surveillance efficace et une expansion allant bien au-delà des principales activités commerciales déclarées. Un Comité directeur chargé de la restructuration des entreprises publiques a été établi en 2011. Le Viet Nam a aussi engagé un processus consistant à séparer sur le plan juridique les droits de propriété de l'État de ses fonctions de réglementation.

23. La protection de la propriété intellectuelle est au centre de l'attention du Viet Nam et d'un grand nombre de ses partenaires commerciaux. Le Viet Nam est partie à un certain nombre de traités liés à l'OMPI et continue d'intégrer le triangle propriété intellectuelle-innovation-commerce dans les instances internationales et régionales. La législation du Viet Nam a été examinée par le Conseil des ADPIC en 2008. Au Viet Nam, le régime relatif aux moyens de faire respecter les droits est hautement complexe. La réglementation est énoncée dans différents textes juridiques et administratifs, et les responsabilités en matière de moyens de faire respecter les DPI sont partagées entre un nombre considérable d'autorités centrales et locales. Des questions telles que les marchandises contrefaites ou piratées et le vol de signaux diffusés par liaisons câblées ou par satellite continuent de poser problème.

### **Évolution des politiques sectorielles**

24. La production et le commerce des produits agricoles se sont développés au Viet Nam au cours des dernières années et le Viet Nam est désormais un important producteur et exportateur de plusieurs produits agricoles, y compris le riz, le café et les noix de cajou, et il enregistre un fort excédent du commerce des produits agricoles. Les importations se sont aussi considérablement accrues, en particulier celles d'intrants tels que les aliments pour animaux et le coton. Même si les entreprises publiques ne jouent pas un rôle majeur dans la production, plusieurs d'entre elles

s'occupent de transformation et de commerce, ainsi que de fournir des intrants aux agriculteurs. Les dépenses publiques totales consacrées à l'agriculture ont représenté environ 5 à 6% du budget total de l'État en 2010, ce qui équivaldrait globalement à 6 à 7% de la valeur totale de la production agricole. La politique gouvernementale est axée sur l'accroissement de la productivité et la réduction de l'exposition au risque grâce à des investissements dans les infrastructures, la recherche-développement, l'amélioration des services de vulgarisation et à un accès facilité au crédit.

25. Le Viet Nam enregistre un important excédent commercial en ce qui concerne les produits de la pêche, car les prises marines tout comme la production de produits aquacoles et les exportations y relatives ont augmenté ces dernières années, en particulier en ce qui concerne l'aquaculture, la valeur de la production ayant quasiment doublé entre 2005 et 2011. Le secteur de la pêche est dominé par une production à petite échelle, qu'il s'agisse du sous-secteur de l'aquaculture ou de celui des prises. La politique publique vise à compléter une base de données sur les ressources aquatiques, à accroître la production aquacole, à améliorer la durabilité grâce à une meilleure gestion des ressources et à assurer le respect des lois et réglementations relatives à une pêche durable.

26. Dans l'exploitation minière, où les entreprises à participation étrangère représentent la majorité de la production totale, des efforts ont été déployés pour promouvoir un développement durable et faire en sorte que l'utilisation des ressources minières soit rentable et efficiente; des modifications de la législation ont, entre autres, affecté l'octroi des licences d'exploitation minière et augmenté les redevances tréfoncières. La protection tarifaire globale dans le secteur demeure assez faible; la moyenne des droits NPF appliqués pour les combustibles minéraux et les huiles minérales a fortement baissé, tandis que le taux pour les minerais, les scories et les cendres a légèrement augmenté. Les prohibitions et contrôles à l'exportation visant plusieurs produits miniers ont récemment été renforcés et les taxes augmentées sur d'autres pour garantir un approvisionnement intérieur adéquat, augmenter la valeur ajoutée et/ou garantir des recettes fiscales vitales.

27. Des efforts ont été faits pour promouvoir les sources d'énergie renouvelables, ainsi que les économies d'énergie et l'efficacité énergétique. Le secteur de l'énergie demeure dominé par des entreprises publiques à participation croisée et se caractérise par une séparation mal définie entre les fonctions opérationnelle, réglementaire et la propriété du capital. Des efforts sont faits pour remédier à la capacité limitée du pays en matière de raffinage du pétrole. Les prix de détail de l'essence et du pétrole sont ajustés conformément à des mécanismes de marché appliqués de manière flexible et sont maintenant plus proches des prix sur le marché international. Le prix du gaz naturel ainsi que le prix de gros de l'électricité sont généralement maintenus à un bas niveau. Bien qu'un marché concurrentiel de l'électricité soit en cours de création, la faiblesse des prix d'achat de l'électricité par le monopole d'État décourage les investissements dans de nouvelles centrales électriques dont le pays a bien besoin pour augmenter sa capacité. La structure actuelle de détermination des prix ne permet pas aux services publics d'électricité de couvrir la totalité des coûts de production et de distribution d'électricité, et les tarifs de l'électricité pour les ménages à faible revenu et l'irrigation font l'objet d'un subventionnement croisé avec les tarifs plus élevés appliqués à l'industrie et au commerce.

28. La contribution des industries manufacturières au PIB a diminué régulièrement depuis 2007, tandis que leur part dans l'emploi a augmenté. Dans l'ensemble, la protection tarifaire NPF moyenne appliquée pour les produits industriels a presque été divisée par deux; toutefois, les droits de douane sur les vêtements, les chaussures, les produits céramiques, les voitures et les motocycles demeurent relativement élevés comparé à ceux d'autres produits manufacturés. Le soutien interne aux activités manufacturières intervient sous la forme de mesures d'incitation fiscales et non fiscales, ainsi que de pratiques en matière de marchés publics, et d'une campagne en faveur de l'achat local intitulée "les Vietnamiens utilisent des produits vietnamiens". Outre la protection aux frontières, un soutien a été octroyé à certaines branches de production afin de stimuler les "industries de soutien", un élément important pour augmenter la teneur en éléments locaux dans certains secteurs clés et dans l'industrie sidérurgique, tandis qu'une assistance au secteur automobile est à l'étude. Des efforts ont été réalisés pour, entre autres, promouvoir la sécurité des patients et un accès durable aux produits pharmaceutiques et biologiques.

29. La libéralisation des services, le plus grand secteur de l'économie, s'est poursuivie suite aux engagements très complets du Viet Nam dans le cadre de son accession à l'OMC; en conséquence, ses engagements allant au-delà de l'AGCS dans le cadre d'accords commerciaux régionaux récents ont été plus limités. Bien que plus élevée que la moyenne globale du reste de l'économie, la productivité du travail a augmenté à un rythme moins soutenu que dans les autres secteurs. Dans certaines activités, la participation étrangère est plafonnée. L'intervention de l'État dans de grands sous-secteurs de services dans lesquels le marché est fortement concentré est importante. Malgré des réussites visibles, le secteur bancaire a été soumis à une croissance inhabituellement rapide des activités de prêt, mais des mesures sont en cours d'adoption pour résoudre les questions de sûreté et de solidité. De grands progrès ont été réalisés dans la modernisation des systèmes de télécommunication et pour améliorer l'accès à ces services et leur caractère abordable; un régime réglementaire favorable à la concurrence a été adopté, même s'il est soumis à certaines limites. Alors que des contingents à l'écran pour les films étrangers dans les cinémas ont été adoptés récemment, certaines conditions restrictives liées aux importations de films ont été supprimées. Les insuffisances des infrastructures de transport et les redevances et surtaxes toujours plus élevées imposées aux entreprises étrangères qui dominent le marché du transport maritime international au Viet Nam semblent avoir affecté la compétitivité des exportations. En outre, la présence de navires étrangers opérant sur le marché intérieur du transport maritime par conteneurs a été temporairement limitée en juin 2012. Des efforts ont été faits pour améliorer la compétitivité des ports en réduisant leurs redevances. Une réduction des impositions et redevances a été offerte pour encourager les compagnies aériennes à accroître la fréquence de leurs vols. Malgré l'ouverture du Viet Nam aux entreprises à capital entièrement étranger, un examen des besoins économiques est obligatoire pour l'ouverture de tout point de vente au détail au-delà du premier.

### **Perspectives**

30. Beaucoup des fondamentaux de l'économie vietnamienne demeurent solides et des progrès ont été accomplis s'agissant de la transformation économique du pays, mais des faiblesses importantes subsistent. Ces dernières risquant de dégrader les perspectives économiques immédiates du Viet Nam, des mesures sont engagées pour y remédier. Une croissance équitable (inclusive) et durable dépend de la mise en œuvre de réformes structurelles de grande envergure par le gouvernement dans les meilleurs délais, en particulier des réformes visant à répondre aux risques systémiques auxquels le secteur financier est confronté, à améliorer le cadre opérationnel des secteurs liés au commerce (par exemple fourniture d'électricité, infrastructure de transport), et à intensifier la restructuration des entreprises d'État. Ces réformes et d'autres réformes connexes, y compris des réformes réglementaires et la libéralisation des échanges dans certains secteurs, amélioreraient l'allocation des ressources, ce qui accroîtrait la PTF et, donc, la compétitivité, tout en accroissant la capacité d'adaptation de l'économie et son aptitude à attirer des investissements étrangers. Par conséquent, pour le Viet Nam, un enjeu majeur consiste à donner la priorité aux politiques commerciales et liées au commerce qui permettront d'atteindre ces objectifs dans un cadre de politique générale stable, transparent et prévisible.